

Ushirika wa Maendeleo ya Elimu Barani Afrika
الرابطة لأجل تطوير التربية في إفريقيا
Association for the Development of Education in Africa
Association pour le développement de l'éducation en Afrique
Associação para o Desenvolvimento da Educação em África



30 Ans de contribution à
l'éducation et à la formation en
Afrique



Ushirika wa Maendeleo ya Elimu Barani Afrika

الرابطة لأجل تطوير التربية في إفريقيا

Association for the Development of Education in Africa

Association pour le développement de l'éducation en Afrique

Associação para o Desenvolvimento da Educação em África

Livret commémoratif du 30^{ème} anniversaire de l'ADEA

Notre voix commune, notre succès commun.

Copyright © 2019 - Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)

ISBN N°13: 978-92-9178-141-6

Première édition.

Tous droits réservés. Reproduction et/ou distribution interdites sans autorisation préalable de l'ADEA.



Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)

Groupe de la Banque africaine de développement (BAD)

Immeuble CCIA Plateau, Avenue Jean-Paul II

01 BP 1387 – Abidjan 01 Côte d'Ivoire

www.adeanet.org

Envoyez vos commentaires à adea@afdb.org

Publié et distribué par l'ADEA et les Éditions Ganndal (Conakry – Guinée).

Première impression : avril 2019.



Editions Ganndal

gannal.editions@gmail.com

www.editionsgannal.blogspot.com

Cette publication est également disponible en version anglaise sous le titre : « *ADEA - 30 Years Contributing to Education and Training in Africa* ». ISBN N°13 : 978-92-9178-141-6.

Conception de la couverture, conception et composition du texte: Stefano De Cupis et Mamy Rijason Razafimahatratra.

Relecture finale : Shem Okore Bodo, Joel Elegbe Bola, Stefano De Cupis, Aloïse Prosper Faye, Raky Gassama, Youssouf Toure, Aliou Mamadou Sow.



Table des matières

Avant-propos	7
Remerciements	9
1.0. Naissance de L'ADEA	11
2.0. Mission et vision au service de l'éducation	13
3.0. La transformation de l'éducation est l'ADN de l'ADEA	14
4.0. Célébration de l'impact de l'ADEA sur l'éducation	16
4.1. Plaidoyer : favoriser le dialogue politique	16
4.2. Renforcement des capacités : renforcement du capital humain aux niveaux national et continental.....	19
4.3. Réseautage : renforcer le capital social.....	21
4.4. Le savoir est la monnaie d'échange du développement.....	22
5.0. Réflexions des parties prenantes sur la valeur de l'ADEA	25
5.1. Avis des ministres africains	25
5.2. Avis des partenaires de la coopération au développement.....	26
5.3. Avis des anciens Secrétaires exécutifs	30
5.4. Avis des Présidents des Comités exécutifs de l'ADEA.....	31
5.5. Avis des jeunes.....	32
5.6. Avis du secteur privé	33
5.7. Avis des évaluateurs indépendants	33
6.0. Marche vers l'avenir	35
7.0. Hommage aux héros de l'ADEA	37

Abréviations et Acronymes

ACDI	Agence canadienne de développement international
ADEA	Association pour le développement de l'éducation en Afrique
AIU	Association internationale des universités
ANIE	Réseau africain pour l'internationalisation de l'éducation
AUA	Association des universités africaines
BAD	Groupe de la Banque Africain de développement
BM	Banque mondiale
CEMASTE A	Centre d'enseignement des mathématiques, des sciences et des technologies en Afrique
CER	Communauté économique régionale
CESA	Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique
COMED	Communication pour l'éducation et le développement
COMEDAF	Conférence des ministres de l'Éducation de l'Union africaine
DAE	Bailleurs de fonds pour l'éducation en Afrique
DCTP	Développement des compétences techniques et professionnelles
DDC	Agence suisse pour le développement et la coopération
DFID	Ministère du Royaume-Uni pour le développement international
DPE	Développement de la petite enfance
EFA	Education pour tous
EMS	Enseignement des mathématiques et des sciences
ENF	Education non formelle
ERAA	Prix pour la recherche en éducation en Afrique
ES	Enseignement supérieur
FAE	Fonds africain pour l'éducation

FAWE	Forum des éducatrices africaines
FdF	Formateurs de formateurs
GEAP	Gestion de l'éducation et l'appui aux politiques
GeSCI	Initiative mondiale en faveur de l'informatique et dans les écoles et dans les communautés
GIZ	Agence allemande de coopération internationale
GPE	Partenariat mondial pour l'éducation
GT	Groupe de travail
GTCOMED	Groupe de travail sur la communication pour l'éducation et le développement
GTDPE	Groupe de travail sur le développement de la petite enfance
GTEMS	Groupe de travail sur l'enseignement des mathématiques et des sciences
GTENF	Groupe de travail sur l'éducation non formelle
GTES	Groupe de travail sur l'enseignement supérieur
GTGEAP	Groupe de travail sur la Gestion de l'éducation et appui aux politiques
GTLME	Groupe de travail sur les Livres et les matériels éducatifs
GTPE	Groupe de travail sur la profession enseignante
INSET	Systèmes durables de Formation théorique et pratique en cours de service
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
LME	Livres et matériels éducatifs
NESIS	Système national d'information statistique sur l'éducation
NORAD	Agence norvégienne de la coopération pour le développement
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIF	Organisation internationale de la Francophonie
ONG	Organisation non-gouvernementale

PE	Education pour la paix
PE	Profession enseignante
PQIP	Pole de qualité inter-pays
PQIP-ALN	Pôle de qualité inter-pays sur l’alphabétisation et les langues nationales
PQIP-DCTP	Pôle de qualité inter-pays sur le développement des compétences techniques et professionnelles
PQIP-DPE	Pôle de qualité inter-pays sur le développement de la petite enfance
PQIP-EA	Pôle de qualité inter-pays sur l’enseignement et l’apprentissage
PQIP-EMS	Pôle de qualité inter-pays sur l’enseignement des mathématiques et des sciences
PQIP-EP	Pôle de qualité inter-pays sur l’éducation pour la paix
R4D	Résultats pour le développement
SEA	Enseignement secondaire en Afrique
SIGE	Systèmes d’information sur la gestion de l’éducation
SMASE	Renforcement de l’enseignement des mathématiques et des sciences dans le secondaire
SMASE-WECSA	Renforcement de l’enseignement des mathématiques et des sciences en Afrique occidentale, orientale, centrale et australe
TF	Task Force
TFGEAP	Task Force sur la Gestion de l’éducation et appui aux politiques
TIC	Technologies de l’information et de la communication
UA	Union africaine
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l’éducation, la science et la culture
UNESCO IIEP	Institut international de planification de l’éducation de l’UNESCO
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l’enfance
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

Avant-propos

Le présent livret est une publication spéciale commémorant 30 ans d'histoire remarquable, de réalisations et de services extraordinaires de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) à l'éducation et à la formation sur le continent. Trente ans dans la vie d'un individu constituent un temps relativement court et ne donnent généralement pas lieu à d'importantes célébrations. Cependant, Pour une organisation, cela représente une longue période, d'autant plus que nous nous situons dans un contexte marqué par un taux de mortalité élevé des organisations. Fait encore plus important, les énormes réalisations pendant cette période attestent de façon éloquente de plusieurs années d'engagement, de dévouement et de travail acharné. C'est donc avec fierté que l'ADEA célèbre trois décennies de services d'excellente qualité rendus à l'éducation ainsi que les perspectives de plus grandes réalisations en matière de transformation de l'éducation pour une croissance inclusive et un développement durable. Cette publication est aussi une célébration des gouvernements africains, des partenaires de la coopération au développement, des organisations philanthropiques et des personnes dont le courage, l'engagement, l'expertise technique et le soutien financier considérable ont soutenu l'ADEA pendant ces trente dernières années. Nous remercions toutes les personnes et entités merveilleuses et généreuses qui ont soutenu les réalisations remarquables de l'ADEA dans l'arène du développement et de la transformation de l'éducation sur le continent africain.



À cette occasion, nous espérons vivement, et ce, avec grand enthousiasme, que vous continuerez à faire montre de votre générosité, votre dévouement et votre soutien extraordinaire au plan stratégique novateur et visionnaire de l'ADEA qui contribue à la réalisation de « *l'Afrique que nous voulons* », le mantra de l'Agenda 2063. Pour finir, nous espérons que ce 30^{ème} anniversaire rappellera de précieux souvenirs de nos partenariats professionnels, de nos succès, de notre travail d'équipe et des sacrifices consentis au service de l'éducation des enfants et des jeunes d'Afrique.

Vive l'ADEA ! Vive l'Afrique !

Professeur Mary Teuw Niane

Président du Comité directeur de l'ADEA
Ministre de l'Enseignement supérieur, de
la Recherche et de l'Innovation
République du Sénégal

Remerciements



Lors de la préparation du présent livret commémoratif, de nombreuses personnes et institutions, qui ont été intimement liées à l'histoire, au fonctionnement, aux défis, à la vision et à l'orientation stratégique de l'ADEA, ont fourni gracieusement de précieux commentaires ainsi que de précieuses informations tirées des archives provenant de leurs expériences passées avec l'ADEA. Elles ont également mis à disposition leur mémoire institutionnelle. Elles ont, en outre, proposé des idées inspiratrices sur l'orientation que l'ADEA devrait prendre dans les années à venir. Ces contributeurs sont les divers mandants de l'ADEA, à savoir : les ministres africains, les partenaires de la coopération au développement, les anciens présidents du Comité directeur et du Comité exécutif de l'ADEA, les anciens Secrétaires exécutifs, et les représentants du secteur privé et de la jeunesse. À tous, l'ADEA doit une fière chandelle.

Nous tenons également à adresser nos chaleureux remerciements au personnel de l'ADEA et, en particulier, à Stefano De Cupis, qui a sollicité et obtenu les contributions des parties prenantes, conçu et mis en forme le présent livret et fourni des informations formelles et informelles précieuses aux différentes étapes de son élaboration. Nos remerciements vont également à Mamy Rijason Razafimahatratra qui a travaillé en étroite collaboration avec Stefano pour la conception et le formatage de ce livret. Pour finir, un grand merci à Dr. Bola Elegbe, consultant à long terme auprès de l'ADEA, pour avoir compilé tout cela sur la base des contributions ainsi que de ses recherches personnelles sur l'histoire, le fonctionnement, les réalisations et les orientations stratégiques de l'ADEA.

Shem Okore Bodo

Secrétaire exécutif par intérim
ADEA

Décembre 2018

1.0. Naissance de l'ADEA

La conception, la gestation et la naissance de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique ont été le point culminant d'une étude sur les politiques menées par la Banque mondiale en 1988 et intitulée « *Éducation en Afrique subsaharienne : politiques d'ajustement, de revitalisation et d'expansion* ». À sa naissance, l'entité a été baptisée « *Bailleurs de fonds pour l'éducation en Afrique* » (DAE) et a bénéficié d'un soutien particulier de la part de la Région Afrique de la Banque mondiale. Le noble objectif de DAE était « *d'améliorer les contributions des bailleurs de fonds à la prestation de services d'éducation de meilleure qualité pour tous les enfants d'Afrique subsaharienne* » et son objectif opérationnel était « *qu'il demeure un forum de dialogue politique, de consultation et de planification conjointe entre les bailleurs de fonds et avec les ministères africains de l'Éducation* ». DAE a été créé essentiellement en réponse aux conséquences dévastatrices du programme d'ajustement structurel dans le secteur social.

Selon Peter Materu, directeur des programmes de la Fondation MasterCard et président du Comité exécutif de l'ADEA, le mandat initial de DAE était de « *servir de plateforme de plaidoyer et de partage des connaissances en matière d'éducation en Afrique* ».

Il a rassemblé l'ensemble des acteurs de l'éducation autour de problématiques communes se posant dans le secteur, une responsabilité qui a donné à l'Association l'aura d'unicité et de spécificité car il n'existait pas d'organisation de ce type sur le continent.

Oley Dibba-Wadda, directrice du département du capital humain, de la jeunesse et du développement des compétences de la Banque africaine de développement (BAD) et ancienne Secrétaire exécutive de l'ADEA (2014-2017) note que « *l'ADEA est la seule véritable plateforme qui joue le rôle qu'elle joue* ».

Malgré la multiplicité des acteurs du secteur de l'éducation en Afrique, le rôle de l'ADEA dans le dialogue politique demeure pertinent, car elle est la seule organisation qui rassemble réellement les parties prenantes de l'éducation en Afrique (c.-à-d. ministres africains, partenaires de la coopération au développement, universitaires et chercheurs en éducation, jeunes, organisations du secteur privé et de la société civile).

En 1992, il a été décidé d'associer les ministres africains de l'Éducation aux activités de DAE afin d'accroître son efficacité en matière de dialogue politique. Cette décision a fait suite aux préoccupations soulevées par les ministres, dans le cadre de la quête d'appropriation et de la nécessité de participer aux décisions qui les concernent. Ainsi, trois ministres ont-ils été identifiés et choisis pour participer au Comité directeur.

En 1996, l'organisation a été rebaptisée « *Association pour le développement de l'éducation en Afrique* » (ADEA) afin de refléter le partenariat entre les ministres africains et les partenaires au développement.

Le nombre de ministres siégeant au Comité directeur a en conséquence été porté à dix. Les Groupes de travail étaient organisés sous forme « *d'organes flexibles et autonomes dirigés par des organismes afin de faciliter la coopération sur des sujets jugés pertinents pour la coordination des organismes et la coopération régionale* ».

Comme le fait remarquer à juste titre Birger Fredriksen, ancien directeur du développement humain pour l'Afrique à la Banque mondiale, « *Ce qui a commencé comme un tout petit club de bailleurs de fonds est devenu le réseau le plus important mettant en relation les deux principales parties prenantes de l'ADEA, à savoir les praticiens et décideurs africains de l'éducation, et leurs partenaires extérieurs* ».

Dzingai Mutumbuka, ancien ministre Zimbabwéen de l'Éducation et ancien président du Comité exécutif de l'ADEA, note avec satisfaction que « *trente ans plus tard, l'ADEA est devenue une institution véritablement africaine, reconnue par l'Union africaine (UA) comme la seule voix faisant autorité en matière d'éducation en Afrique* ».

2.0. Mission et vision au service de l'éducation

Là où il y a une vision, il y a de façon générale un avenir ou une possibilité de transformation stratégique. L'ADEA rêve de ce que devrait être, à terme, l'éducation africaine dans le futur. Sa vision de l'éducation a pour but d'inspirer les parties prenantes de l'éducation pour développer conjointement un nouveau système scolaire qui promeut la qualité, le développement des compétences du XXI^e siècle, une symbiose entre les établissements d'enseignement et leur environnement, le développement de la citoyenneté mondiale et la création d'une société du savoir qui pourrait faciliter et accélérer le rattrapage technologique et le rythme de réalisation du développement durable. Afin de mettre efficacement en œuvre sa vision et se repositionner, l'Association a adopté pour mandat et pour mission d'être une organisation panafricaine.

Vision

Une éducation et une formation africaines de haute qualité tournées vers la promotion des compétences techniques essentielles pour le développement durable et accéléré de l'Afrique.

Mission

Servir d'institution panafricaine ouverte et flexible qui informe et facilite la transformation de l'éducation, en vue de faire avancer le développement accéléré et durable de l'Afrique



« Les principes directeurs de l'ADEA qui englobent l'appropriation africaine, les partenariats équitables et multiples, la confiance mutuelle, l'orientation sur les résultats, l'organisation apprenante, l'engagement au changement, l'innovation, l'intégrité, la sensibilité au genre, l'orientation sur les valeurs et les opportunités équitables demeurent intrinsèques à l'éthique de l'ADEA » (Oley Dibba-Wadda, directrice du capital humain, de la jeunesse et du développement des compétences de la Banque africaine de développement et ancienne Secrétaire exécutive de l'ADEA, 2014-2017).

3.0. La transformation de l'éducation est l'ADN de l'ADEA

ETAPES DE DÉVELOPPEMENT, PERIODES, ÉVÉNEMENTS ET PHASES			
1988-1992 Club de bailleurs de fonds	1992-2008 Évolution en partenariat sur l'éducation	2008-2015 Transformation en une organisation panafricaine	2015- présent Revitalisation de l'éducation africaine
Créé en 1988 en réponse au manque de coordination des bailleurs de fonds. Appelé « Bailleurs de fonds pour l'éducation en Afrique ». Basé à la Banque mondiale, Washington.	Transféré de la Banque mondiale à l'UNESCO-IIEP à Paris. Devenu un partenariat entre les ministres africains de l'Éducation et les partenaires de la coopération au développement. Rebaptisé ADEA en 1996. Huit Biennales ont été organisées. Catalyseur pour des politiques innovantes.	Délocalisée à Tunis en 2008 et hébergée par le Groupe de la Banque Africaine de développement (BAD). Protocole d'accord signé avec l'Union africaine ; l'UA a invité tous les pays africains à adhérer à l'ADEA. Mandat élargi à l'ensemble de l'Afrique ; africanisation et appropriation. Fusion de la Conférence des ministres de l'Éducation de l'Union africaine (COMEDAF) et du Bureau des ministres de l'ADEA. En 2013, le Sommet des chefs d'État de l'Union africaine a approuvé le Cadre de politique stratégique de l'ADEA – reconnaissance politique au plus haut niveau.	Relocalisation avec l'institution hôte, la BAD, à Abidjan, Côte d'Ivoire. Plaidoyer pour la revitalisation de l'éducation. Nouvelle structure de gouvernance. Élargissement de la plateforme continentale de l'éducation. Vers l'africanisation de l'ADEA. Lancement de la création du Fonds africain pour l'éducation (FAE).

30 ans d'évolution et de service

L'ADEA a vu le jour il y a 30 ans pour relever les défis, assurer le leadership et contribuer au développement ainsi qu'à la transformation des systèmes éducatifs postcoloniaux en Afrique. À chaque étape de son évolution, l'Association a travaillé sans relâche et avec passion pour atteindre cet objectif. En conséquence, elle a eu un impact indélébile sur tout le spectre de l'éducation sur le continent. Au cours de ses quatre premières années d'existence, l'Association a essentiellement facilité la coordination des bailleurs de fonds.

À l'époque « *il y avait une vision mais pas de plan stratégique, mais plutôt une introspection continue en terme de réflexion* » (Richard Sack, ancien Secrétaire exécutif de l'ADEA, 1995-2001).

Au cours des 16 années qui ont suivi, l'ADEA a évolué pour devenir, d'abord et avant tout, un forum de l'éducation au service du dialogue politique sur le continent, jouissant d'une force de rassemblement impressionnante. Cette époque a été marquée par la création des Biennales dont huit ont été organisées. Elle a également été témoin de l'évolution des Groupes de travail, entités qui promeuvent et renforcent le discours et le plaidoyer politiques, la recherche analytique, le renforcement des capacités et le réseautage. Les Groupes de travail couvraient tout le spectre de l'éducation. Comme ils ne sont pas censés être des structures permanentes, ils ne cessent de muer et de se transformer en entités autonomes ou de se transmuier en Pôles de qualité inter-pays (PQIP). Avant l'adoption du nouveau Plan stratégique (2018-2022), on dénombrait quatre Groupes de travail.

Les sept années qui ont suivi (2008-2015) ont été marquées par la transformation progressive de l'Association en une organisation panafricaine. La graine de l'africanisation ou de l'appropriation par l'Afrique a été semée à cette époque-là. Le deuxième document de vision a été préparé en 2012 et deux plans stratégiques à moyen terme (2008-2012 et 2013-2017) ont été également préparés pendant cette période. Les trois années qui suivirent (2015-2018) ont été marquées par la lutte pour la durabilité. Toutefois, l'Association est inspirée et dynamisée par son programme de revitalisation de l'éducation en Afrique et par la confiance croissante que lui témoignent les partenaires de la coopération au développement. L'ADEA pilote, avec l'appui de la BAD, la mise en place d'un mécanisme continental de financement de l'éducation, à savoir le Fonds africain pour l'éducation (FAE). Son opérationnalisation a récemment été approuvée par le Comité des 10 chefs d'État africains champions de l'Éducation, de la Science et de la Technologie.

4.0. Célébration de l'impact de l'ADEA sur l'éducation

Depuis sa création, l'ADEA a influé sur des processus qui ont eu un impact considérable sur le développement et la transformation de l'éducation en Afrique par le biais d'une approche catalytique et holistique consistant en un plaidoyer et un dialogue politique, au renforcement des capacités, au réseautage et au travail de recherche/d'analyse. À travers les Biennales/Triennales, l'Association promeut un discours ouvert et franc, une compréhension commune et un consensus sur l'orientation stratégique des acteurs de l'éducation en Afrique.

Au cours des 30 dernières années, « *à travers les activités de ses Groupes de travail, de ses pôles de qualité inter-pays et de ses Task Forces, l'ADEA a contribué au processus de développement de l'éducation en Afrique aux niveaux régional et national* » (Universalial Management Group : Évaluation de l'ADEA, 2016).

En tant qu'organisme d'exécution technique de l'Union africaine, elle a eu un impact sur les systèmes éducatifs du continent. Ci-dessous est brièvement présentée une sélection aléatoire des principales réalisations de l'ADEA.

4.1. Plaidoyer : favoriser le dialogue politique

Ouverture de la voie dans le développement de la petite enfance (DPE) :

Le développement de la petite enfance a été un élément essentiel de la Biennale de 2006. Depuis lors, il a été un sujet incontournable, précisément parce que la moitié des enfants âgés de six ans et moins vivaient dans la pauvreté et souffraient de multiples problèmes à l'origine des taux très élevés de retard de développement enregistrés, de malnutrition, de maladies chroniques et d'invalidité (UNICEF, 2008). Malgré cette situation désespérée, seuls quelques pays africains disposaient de normes et de réglementations régissant le DPE. La quatrième Conférence régionale africaine sur le développement de la petite enfance, que le Groupe de travail de l'ADEA sur le développement de la petite enfance (GTDPE) a co-organisé avec le gouvernement du Sénégal à Dakar en 2009, a donc cherché à susciter des réformes des attitudes et des politiques des gouvernements. Elle a produit des résultats extraordinaires. Premièrement, suite à cette conférence, l'Union africaine a adopté le DPE comme huitième domaine prioritaire du Plan d'action de la deuxième Décennie de l'éducation pour l'Afrique. Deuxièmement, à compter de 2011, tous les pays africains devaient rendre compte des progrès réalisés en matière de développement de la petite enfance afin d'identifier les progrès accomplis dans l'amélioration de l'accès à l'enseignement primaire. Troisièmement, la Conférence a incité les gouvernements à élaborer une politique nationale de DPE et à explorer les moyens de financer les programmes dans ce domaine. Plus de 19 pays africains ont adopté une politique de DPE. Le Groupe de travail sur le DPE, créé en 1997 pour influencer les politiques, a été transformé en un PQIP sur le DPE, et il est hébergé et dirigé par le gouvernement mauricien.

Promotion de l'intégration des langues africaines dans l'éducation :

Dans la plupart des pays africains, la langue d'enseignement dans les écoles reste la langue des maîtres coloniaux plus de cinq décennies après leur départ. L'Afrique est le seul continent où la majorité des enfants débudent leur apprentissage à l'école dans une langue étrangère. L'ADEA a contribué à changer la donne. Un résultat important de l'édition 2003 de la Biennale a été l'adoption, à l'unanimité, par les ministres d'un guide de politiques proposé par l'ADEA sur l'intégration des langues et cultures africaines dans l'éducation. Les ministres se sont également engagés à établir un programme pour l'utilisation de la langue maternelle comme première langue d'enseignement. Le Pôle de qualité inter-pays (PQIP) sur l'alphabétisation et les langues nationales est le fruit du dialogue politique car les délégués ont spécifiquement demandé à leurs gouvernements, dans un communiqué, de « *créer des Pôles de qualité inter-pays (PQIP) sur les politiques multilingues dans l'éducation* ». Dans une étude phare intitulée « *La pertinence de l'éducation : L'adaptation des curricula et de l'utilisation des langues africaines* » qui a été menée par l'ADEA en 2004, le facteur linguistique est fortement apparu comme l'un des plus importants déterminants de la qualité de l'apprentissage.

Réforme de l'éducation de base :

Comme le note Ahlin Byll-Cataria, ancien Secrétaire exécutif de l'ADEA, « *le dialogue politique au sein de l'ADEA a conduit à des réalisations majeures dans l'orientation des politiques nationales d'éducation et de formation* ».

Par exemple, les recommandations de la Biennale de l'ADEA organisée à Maputo (Mozambique) en 2008 sur l'enseignement post-primaire ont débouché sur l'extension de six à neuf ans de la durée de l'éducation de base. Le succès du dialogue politique est dû à l'appropriation par les gouvernements africains des recommandations de ces forums qu'ils transforment en programmes éducatifs dans le cadre de leurs stratégies nationales.

Assurance de la qualité par le perfectionnement des enseignants :

La pénurie d'enseignants de qualité est un problème permanent dans le domaine de l'éducation. Le recours à des « *enseignants contractuels* » est né de la volonté des gouvernements africains de faire face à la pénurie aiguë d'enseignants suite à l'introduction de l'Éducation pour tous (EPT). Le nombre d'enseignants professionnels nécessaires pour assurer la qualité tout en atteignant les objectifs de l'EPT à l'horizon 2015 était estimé à 2,4 millions (Institut de statistique de l'UNESCO/EPT), ce qui était largement au-delà des possibilités des pays africains. Confrontés à cet énorme casse-tête, les gouvernements africains ont eu recours à l'embauche d'enseignants contractuels. Une série de conférences sur les « *enseignants contractuels* » a été organisée conjointement par l'ADEA, la Banque mondiale, l'Internationale de l'éducation et le ministère malien de l'Éducation à Bamako (2004, 2007 et 2009 ; Biennale 2006 de l'ADEA). C'est à la Conférence de 2009, au Mali, que les deux cadres de politiques proposés par l'ADEA pour les enseignants non fonctionnaires ont été adoptés.

L'un a trait à la formation et au perfectionnement professionnel des enseignants contractuels, tandis que l'autre concerne les plans de carrière et les questions de promotion, de protection sociale ainsi que de droits et obligations des enseignants contractuels. Ces cadres ont permis de sensibiliser l'opinion mondiale à la menace que représentent les « *enseignants contractuels* » pour la qualité de l'enseignement primaire.

En outre, en collaboration avec des éducateurs africains, l'ADEA a élaboré un ensemble de modules pédagogiques à plusieurs niveaux pour doter les enseignants des techniques et de la pédagogie nécessaires pour gérer des classes à plusieurs niveaux. Ces modules ont été adoptés non seulement dans les pays africains, mais aussi dans les pays du Commonwealth des Caraïbes et du Pacifique. Une enquête a montré que les élèves des classes à plusieurs niveaux sont plus compétitifs, travailleurs, indépendants et apprennent plus rapidement que les élèves des classes à niveau unique. Le Groupe de travail sur la profession enseignante de l'époque a été le fer de lance de l'essentiel de ce travail, avec l'appui du Secrétariat de l'ADEA. Ce Groupe de travail s'est depuis lors transformé en un PQIP sur l'enseignement et l'apprentissage qui intègre également l'aspect important qu'est l'évaluation.

Réalisation d'un changement de paradigme dans l'éducation des filles :

L'éducation des filles est à la fois un droit inaliénable et un impératif commercial, car elle est une condition préalable au développement. Afin de se démarquer de la relégation de l'éducation des filles au second plan, l'ADEA a mis en place un groupe de travail qui s'est ensuite transformé en une ONG à part entière connue sous le nom de Forum des éducatrices africaines (FAWE). En tant que fruit de l'ADEA, c'est une grande réussite dans la promotion de l'éducation des filles. Il compte des sections nationales dans 35 pays africains. Le FAWE a intégré la pédagogie sensible au genre dans les politiques et plans nationaux de l'éducation dans 17 pays et a développé avec succès les compétences de plus de 20.000 enseignants depuis 2005, ce qui a eu un impact considérable sur l'augmentation de l'inscription et de la rétention des filles dans les écoles et permis d'obtenir de meilleurs taux de réussite d'achèvement du cursus scolaire ainsi que de meilleurs résultats aux examens. En outre, plus de 15.000 élèves ont bénéficié du programme du FAWE en sciences, mathématiques et technologie (SMT), ce qui s'est traduit par des taux plus élevés de participation des filles aux matières que sont les SMT, de meilleurs résultats aux examens pour les filles, une meilleure attitude des enseignants à l'égard des capacités des filles et un changement positif de l'attitude des filles à l'égard de ces matières.

En tant qu'organisme technique de l'Union africaine dans le domaine de l'éducation, l'ADEA a contribué au Plan d'action de la deuxième Décennie de l'éducation et soutient actuellement la mise en œuvre de la Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique 2016-2025 (CESA 16-25). L'ADEA a lancé avec l'Union africaine la création d'un comité dénommé Comité des 10 chefs d'État champions de l'Éducation, de la Science et de la Technologie.

4.2. Renforcement des capacités : renforcement du capital humain aux niveaux national et continental

Systemes d'information sur la gestion de l'éducation (SIGE) :

Les capacités sont au cœur du développement de l'éducation parce qu'il s'agit d'un processus de renforcement des aptitudes « *des individus, des organisations et des sociétés à exploiter efficacement les ressources afin d'atteindre leurs propres objectifs de façon durable* ». Le manque de données et de statistiques de qualité (précises, fiables, opportunes, cohérentes, accessibles, pertinentes, interprétables et reposant sur une solidité et une intégrité méthodologiques) sur l'éducation étouffe la capacité des gouvernements africains à élaborer des plans rentables, à formuler des politiques fondées sur des données probantes et à prendre des décisions efficaces dans le domaine de l'éducation. Le problème est généralement attribué au manque de capacités. LADEA a mis en place le Système national d'information statistique sur l'éducation (NESIS) en 1991 pour fournir des services consultatifs, une assistance technique et assurer le renforcement des capacités. Cette initiative s'explique par la demande croissante de capacités nationales en matière de planification et de gestion de l'éducation formulée par les décideurs. Le NESIS a depuis lors évolué et s'est étendu d'abord au Groupe de travail sur la gestion de l'éducation et l'appui aux politiques (GTGEAP), puis à la Task Force sur la gestion de l'éducation et l'appui aux politiques relevant du Secrétariat de l'ADEA.

L'Union africaine reconnaît l'ADEA comme son organisme technique pour ce qui est de l'éducation. Par l'intermédiaire du GTGEAP, après de la Task Force, l'ADEA a aidé l'Union africaine et les Communautés économiques régionales (CER) à renforcer la capacité des systèmes nationaux d'information sur la gestion de l'éducation (SIGE) à assurer le suivi de la mise en œuvre des plans et programmes sectoriels, à en rendre compte, à éclairer l'élaboration des politiques et à définir les programmes éducatifs. Plus précisément, l'ADEA a été l'un des principaux partenaires dans l'élaboration des indicateurs et des matrices pour le suivi du Plan d'action de l'Union africaine pour la deuxième Décennie de l'éducation en Afrique (2006-2015). L'Association a également produit les plans directeurs régionaux et continentaux des Perspectives de l'UA – des rapports de suivi régionaux utilisés par la Conférence des ministres africains de l'Éducation de l'Union africaine (COMEDAF) pour la définition de l'agenda et la prise de décision dans le domaine de l'éducation en Afrique. L'ADEA a développé un SIGE continental et une base de données comportant 160 variables de données sur tous les pays africains et plus de 55 indicateurs liés aux huit (8) priorités du Plan d'action de l'UA. Elle a facilité la formation et la consultation avec 45 pays et les CER. Grâce aux examens par les pairs réalisés par l'ADEA au Swaziland, au Botswana, au Mozambique, au Ghana, au Mali, en Ouganda, en Gambie et dans cinq États du Nigéria, la qualité des données s'est améliorée dans ces pays, ce qui a permis une formulation et un examen des politiques, une planification des programmes, un suivi et un établissement de rapports mieux éclairés. Une autre contribution majeure à l'UA tient à l'élaboration des indicateurs et du cadre d'établissement de rapports de la CESA sous la direction technique de la Task Force de l'ADEA sur la gestion de l'éducation et l'appui aux politiques.

Mécanisme d'évaluation par les pairs du secteur de l'éducation :

La deuxième Décennie de l'éducation en Afrique de l'UA et son successeur (la Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique 2016-2025 ou CESA 16-25) visent à « *améliorer sensiblement les résultats scolaires* » en termes d'accès, de qualité, d'efficacité et de pertinence. Des réformes significatives ne sauraient avoir lieu si les parties prenantes nationales de l'éducation n'entreprennent pas un examen holistique du système actuel afin de déterminer dans quelle mesure il satisfait effectivement aux paramètres de pertinence, d'accès, de qualité et d'équité. Inspiré par l'expérience de l'OCDE, un cadre pour l'examen par les pairs a été approuvé par le Comité directeur de l'ADEA et le Bureau des ministres africains. En conséquence, Maurice, le Gabon et le Nigéria se sont portés volontaires pour être examinés dans une phase pilote. Les examens ont été conçus pour appuyer les objectifs consistant à :

- i. promouvoir le dialogue politique inter-pays sur les politiques et la prestation de services d'éducation ;
- ii. renforcer les réseaux d'experts africains de l'éducation ; et
- iii. promouvoir la coopération Sud/Sud.

Cet examen a abouti à la reformulation d'un nouvel ensemble de réformes de l'éducation à l'échelle du système au Gabon. Au Nigéria, il a abouti à l'élaboration d'un programme d'enseignement pour l'intégration des matières de l'éducation de base dans l'enseignement coranique et bilingue, tandis qu'à Maurice, il a débouché sur l'élaboration d'un plan stratégique pour l'éducation et les ressources humaines.

Renforcement des capacités en matière d'enseignement des mathématiques et des sciences :

Il ne saurait y avoir de développement sans capacités scientifiques et technologiques. Le Groupe de travail de l'ADEA sur l'enseignement des mathématiques et des sciences a fourni une assistance technique aux pays membres du programme « *Renforcement de l'enseignement des mathématiques et des sciences dans le secondaire* » en Afrique (SMASE-Afrique) pour la mise en place de systèmes durables de formation théorique et pratique en cours de service (INSET). Les formateurs d'enseignants de 13 pays ont bénéficié du programme d'assistance technique qui consistait à formuler des projets, à animer, à gérer, à assurer le suivi et évaluation et à sensibiliser les parties prenantes.

Les programmes de formation ont été guidés par le cycle d'amélioration constante du paradigme pédagogique consistant de l'approche *Plan* (planifier), *Do* (faire), *See* (voir) et *Improve* (améliorer) (ASEI-PDSI). Le programme de formation a été exécuté en 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012 pour 783 formateurs d'enseignants issus de 27 pays. De plus, 209 formateurs d'enseignants ont suivi des programmes de formation personnalisée. Plus de 17 pays mettent en œuvre des programmes nationaux d'INSET à l'intention de leurs enseignants, et les enseignants formés adoptent progressivement des pédagogies axées sur l'élève.

Afin d'aider les pays à traduire plus efficacement les connaissances, les cadres stratégiques et les principales recommandations découlant du dialogue politique de l'ADEA fondé sur des données probantes en politiques et cadres de mise en œuvre au niveau national, le Groupe de travail sur l'enseignement des mathématiques et des sciences a été transformé en PQIP sur l'enseignement des mathématiques et des sciences en 2014.

4.3. Réseautage : renforcer le capital social

L'ADEA est un réseau de réseaux – Groupes de travail, Task Forces et Pôles de qualité inter-pays. Ces réseaux travaillent dans différents domaines de l'éducation, notamment l'enseignement supérieur, le développement des compétences techniques et professionnelles (DCTP), le développement de la petite enfance (DPE), l'éducation non formelle (ENF), la profession enseignante (PE), les technologies de l'information et de la communication (TIC), les livres et le matériel éducatif (LME), la gestion de l'éducation et l'appui aux politiques (GEAP), l'éducation pour la paix (EP) et la communication pour l'éducation et le développement (COMED). La philosophie de l'ADEA est de renforcer le capital social et de favoriser l'intégration régionale.

Chaque Groupe de travail était un réseau de professionnels axé sur un domaine thématique ; l'objectif principal est de partager les expériences, les pratiques et les connaissances.

Par exemple, le réseau du Groupe de travail sur l'éducation non formelle (GTENF) se composait d'environ 1.000 experts, responsables/directeurs de l'éducation, journalistes, décideurs, membres de la société civile et représentants d'institutions et d'agences multilatérales et bilatérales. L'adhésion au réseau s'étend aux pays anglophones, francophones, lusophones et arabophones au sein et à l'extérieur du continent africain.

Le réseau du Groupe de travail sur l'enseignement supérieur (GTES) comprenait :

- i. l'Association des universités africaines (AUA), qui compte de plus en plus de membres dans les cinq sous-régions et zones linguistiques d'Afrique ;
- ii. l'Association des Universités sous-régionales ;
- iii. le Réseau africain pour l'internationalisation de l'éducation (ANIE) ; et
- iv. l'Association internationale des universités (AIU).

Un serveur de liste électronique a été établi et maintenu et compte plus de 1.500 membres actifs.

Le Groupe de travail sur l'enseignement des mathématiques et des sciences (GTEMS) a noué des liens très forts avec l'Association SMASE-WECSA (Renforcement de l'enseignement des mathématiques et des sciences en Afrique occidentale, orientale, centrale et australe).

Le PQIP-EMS a également créé un réseau de plus de 1.500 formateurs de formateurs (FdF) composé d'enseignants de mathématiques et de sciences issus d'environ 27 pays.

Le réseau du Groupe de travail sur la communication pour l'éducation et le développement (GTCOMED) comptait plus de 1.200 journalistes, experts en communication et membres d'ONG et d'organisations de la société civile dans l'ensemble des 54 pays d'Afrique.

Le Groupe de travail sur la gestion de l'éducation et l'appui aux politiques a créé le « *Réseau africain des anciens élèves en financement de l'éducation* » comptant plus de 133 diplômés des ministères de l'Éducation et des organisations partenaires dans 12 pays africains et trois pays non africains.

4.4. Le savoir est la monnaie d'échange du développement

Promouvoir le travail de recherche et d'analyse :

Le travail de recherche et d'analyse orienté vers l'élaboration des politiques est généralement limité dans les ministères de l'Éducation, de sorte que l'on manque parfois de données probantes et de statistiques pour la prise de décisions et la formulation des politiques. C'est en reconnaissance de cette situation que l'ADEA a encouragé les ministères de l'Éducation et a constamment travaillé avec eux sur des travaux de recherche et d'analyse axés sur les politiques et fondés sur la praxis ou la recherche-action. En fait, ses efforts de promotion de politiques fondées sur des données probantes remontent à 1989, année où l'ADEA a créé un Groupe de travail sur la recherche et l'analyse des politiques de l'éducation.

L'engagement de l'ADEA en faveur de la production de connaissances à l'appui aux politiques a conduit au lancement du Prix pour la recherche en éducation en Afrique (ERAA) en 2010. Ce Prix, organisé conjointement par la BAD, la KOAFEC et l'ADEA, vise à promouvoir l'excellence dans la recherche en éducation. La première édition a été organisée en mai 2013 à Paris. Les huit (8) lauréats du Prix ont été distingués dans les catégories suivantes :

1. meilleur chercheur émergent en éducation ;
2. mentor émérite de chercheurs en éducation ;
3. meilleur(e) chercheur(e) chevronné(e) en éducation ; et
4. meilleur environnement institutionnel propice à la recherche en éducation.

Les recherches de l'ADEA ont produit plus de 1.200 publications et études sur diverses problématiques de l'éducation.

Partage de connaissances et d'expériences :

La production et la communication des connaissances se renforcent mutuellement – les connaissances n'ont aucune valeur si elles ne sont pas diffusées ou communiquées en temps utile aux décideurs africains qui en ont besoin pour élaborer les politiques et prendre les décisions. De même, les connaissances n'ont aucune pertinence, quels que soient le volume et l'efficacité de la diffusion, si elles ne répondent pas aux besoins des décideurs.

La raison d'être de la communication de l'ADEA est donc de produire et de diffuser des connaissances aisément accessibles et des informations en temps réel aux décideurs africains concernés, aux parties prenantes de l'éducation et de la formation, aux médias et au grand public. En outre, la communication joue un rôle clé dans le soutien des activités de l'ADEA, des événements phares et le façonnement de l'image de marque, afin de maintenir une image positive et crédible de l'Association. Les communications présentées aux Conférences ministérielles et aux Biennales/Triennales sont des ressources de connaissances que l'ADEA met à disposition par ses canaux de connaissances et de communication en ligne et hors ligne. Plus de 300 titres de travaux de recherche/d'analyse et d'études de cas nationaux de documents des Biennales/Triennales ont été mis à disposition en 2018. D'autres titres ont été intégrés sur le site web de l'ADEA entre 2014 et 2018.

La liste de diffusion des publications de l'ADEA s'adresse à un grand nombre de parties prenantes de l'éducation et de la formation. La collection de publications et de documents de l'ADEA, qui a commencé avec une liste de 35 publications au départ, est passée de 165 publications en 2008 à plus de 2.000 publications et études en ligne sur les questions d'éducation et de formation en Afrique en 2018. Outre les ouvrages publiés, la base de données et le site web donnent accès à plus de 1.000 articles dans tous les bulletins d'information, les documents des Biennales et des Triennales publiés par l'Association depuis sa création en 1988. Le bulletin d'information et le blog de l'ADEA enregistrent 1.327 abonnés. L'ADEA a lancé en octobre 2017 une campagne médiatique numérique pour attirer les journalistes africains et internationaux, les correspondants et les médias désireux de couvrir l'actualité et les événements de l'ADEA sur l'éducation et la formation en Afrique. Du 1^{er} octobre 2017 au 30 octobre 2018, la campagne numérique a réussi à attirer et à inscrire 129 acteurs des nouveaux médias (43 anglophones et 86 francophones) sur la liste des médias de l'ADEA qui compte actuellement un total de 750 contacts médias. Enfin, en termes de visibilité, il est important de mentionner les formidables résultats obtenus par les plateformes numériques de l'ADEA (c-à-d sites web et réseaux de médias sociaux) au cours des trois dernières années.

Promotion des pôles de qualité inter-pays :

Les Pôles de qualité inter-pays existants n'ont pas vu le jour simultanément. Ils sont, en effet, nés dans des circonstances différentes et dans des zones géopolitiques différentes en Afrique. Mais, ils ont tous la même philosophie et le même destin manifeste d'être des instruments d'apprentissage entre pairs, d'intégration régionale et de plateformes où les ministres africains de l'Éducation et les experts en éducation se rencontrent pour dialoguer et formuler des politiques et des stratégies pour résoudre les problèmes communs. L'ADEA a toujours joué le rôle critique de sage-femme en donnant vie à chaque PQIP.

Il existe actuellement sept PQIP. Ils sont tous « *des cas de succès visant à placer les pays hôtes de ces PQIP et leurs partenaires sur la feuille de route du développement* » (Prof. Mary Teuw Niane, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation du Sénégal et Président du Comité directeur de l'ADEA).

Les domaines couverts par ces PQIP sont liés aux besoins urgents des pays africains. Ils s'intègrent également étroitement au mécanisme des modules thématiques de la CESA 16-25 et à l'Agenda 2063 pour l'Afrique, et travaillent en étroite collaboration avec ceux-ci.

L'Union africaine confirme que « *l'ADEA est restée un pilier du développement de l'éducation avec la Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique (CESA 16-25) après 2015. La plateforme de mise en œuvre des Groupes thématiques de la CESA, qui regroupe tous les principaux acteurs du développement de l'éducation en Afrique, a considérablement bénéficié du travail des Pôles de qualité inter-pays de l'ADEA et de l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles. Le partenariat avec l'ADEA a contribué à orienter l'appui des partenaires donateurs de l'ADEA vers la réalisation de la vision de l'UA. Ceci est essentiel, car l'éducation est désormais reconnue non seulement en Afrique, mais également dans le monde entier, comme la base la plus importante pour réaliser toutes les autres aspirations de l'Agenda 2063 pour l'Afrique et des ODD mondiaux* » (Son Excellence, Sarah Anyang Agbor, Commissaire de l'Union africaine pour les Ressources humaines, la Science et la Technologie).

5.0. Réflexions des parties prenantes sur la valeur de l'ADEA

Différentes parties prenantes au sein et à l'extérieur du continent africain ont eu des rapports étroits avec l'ADEA sous différentes formes et à différents niveaux ces 30 dernières années. Certains ont été contributeurs ou sponsors de l'ADEA, d'autres des bénéficiaires des programmes de l'ADEA, d'autres des partenaires ou collaborateurs techniques et professionnels et d'autres encore des évaluateurs indépendants. Leurs avis et opinions sont importants.

Ils soulignent tous un fait important et incontournable « *l'ADEA est une organisation unique qui sert de voix de l'éducation en Afrique. Si l'ADEA n'existait pas, il aurait fallu la créer* » (Dzingai Mutumbuka, Aïcha Bah Diallo, Kimberley Kerr, etc.).

En tant que *dramatis personae*, ils nous relatent l'histoire de notre voyage avec des réminiscences (la naissance de l'ADEA, son évolution, ses luttes et ses succès) et nous rappelle qu'en dépit de ses réalisations, « *ce n'est pas encore l'uhuru* » pour l'Association. Leurs commentaires sont édifiants, renforcent la confiance et laissent entrevoir un avenir plein d'espoir et de grandes attentes.

5.1. Avis des ministres africains

« Par-dessus tout, l'ADEA reste pour nous le symbole de la volonté des Africains de mettre en commun leurs compétences et leurs ressources pour garantir l'appropriation de l'éducation des enfants africains. À cet égard, les Triennales et le rôle de catalyseur des Pôles de qualité inter-pays dans la capitalisation des différentes expériences éducatives novatrices en Afrique restent, à mon sens, une illustration vivante de cette volonté collective. De plus, à partir de son mandat initial de coordination des activités des agences de développement, l'ADEA a réussi à aider les Africains à surmonter leurs barrières linguistiques et politiques pour devenir aujourd'hui une plateforme essentielle de dialogue et d'échange pour la promotion du savoir en Afrique. Cette réalisation est à son honneur et à son mérite et doit être saluée » (Son Excellence, Mme Kandia Camara, ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle de la Côte d'Ivoire).



« La clé du succès de l'ADEA réside dans le fait d'avoir surmonté le contexte défavorable de sa création et d'avoir élaboré des approches innovantes pour finalement devenir une arme pour l'éducation et la formation en Afrique... L'un des plus grands atouts de l'ADEA est d'avoir bien compris l'urgence et la nécessité de nouer des partenariats stratégiques entre les pays africains pour le partage des connaissances et des expériences et améliorer ainsi la performance de leurs systèmes éducatifs » (Son Excellence Professeur Mary Teuw Niane, Président du Comité directeur de l'ADEA et ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation du Sénégal).



« L'avantage de l'ADEA réside dans le fait qu'elle offre ce forum qui rassemble les ministres de l'Éducation d'Afrique, les partenaires techniques de la coopération au développement, les donateurs, les praticiens de l'éducation et les chercheurs en éducation... Je pense que ce réseau contribue également à développer la vision panafricaine de l'éducation car en 2008, le Bureau des ministres de l'ADEA et la Conférence des ministres de l'Éducation de l'Union africaine (COMEDAF) ont fusionné » (Son Excellence, Mme Rosalie Kama-Niamayoua, Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire, et ancienne ministre de l'Éducation primaire et secondaire de la République du Congo).



5.2. Avis des partenaires de la coopération au développement

« L'ADEA est apparue comme un partenaire de premier plan pour soutenir le travail de la Commission de l'Union africaine dans le domaine du développement de l'éducation. Depuis la préparation du Plan d'action pour la deuxième Décennie de l'éducation pour l'Afrique, l'ADEA a contribué à faciliter l'accès à un vaste réseau d'experts africains dans les divers domaines principaux de l'éducation... Au fil des ans, les Groupes de travail de l'ADEA ont joué un rôle déterminant dans la réalisation des objectifs de l'UA en matière de développement de l'éducation » (Son Excellence le Professeur Sarah Anyang Agbor, Commissaire de l'Union africaine pour les Ressources humaines, la Science et la Technologie).



« L'ADEA a considérablement contribué au développement de l'éducation en Afrique et a accompli un travail extraordinaire dans les domaines où l'Afrique a des besoins : études, recherche, partage de l'information, réseautage, etc. L'ADEA, qui était un forum de discussion, est aujourd'hui devenue une institution panafricaine traitant des questions de politique et du développement des compétences et des connaissances dans tous les domaines de l'éducation ». Elle conclut que « L'ADEA a fait ses preuves et cela suffit à justifier sa création. En effet, si elle n'avait pas existé, il aurait fallu l'inventer » (Aïcha Bah Diallo, Conseillère spéciale auprès du Directeur général de l'UNESCO pour l'Afrique, 2005-2009, ministre de l'Éducation de la Guinée, 1989-1996, et membre fondateur du Forum des éducatrices africaines, FAWE).



« L'ADEA jouit d'une position unique pour aider les systèmes éducatifs africains à s'adapter à cet environnement en mutation. Elle utilise sa force de rassemblement pour développer un consensus sur des questions critiques en matière d'éducation pour le continent et le monde. Elle offre aux gouvernements africains une plateforme pour œuvrer de façon concertée à définir les priorités, approfondir les connaissances, améliorer la collaboration et partager les expériences. L'ADEA aide les gouvernements des pays à mettre en œuvre des solutions fondées sur des données probantes pour améliorer l'accès, la qualité et la pertinence de l'apprentissage » (Kimberley Kerr, Directrice des programmes régionaux, Fondation MasterCard).



« Ce trentième anniversaire de l'ADEA est capital pour plusieurs raisons. Les nombreuses réalisations sont évidentes sur son site web, et cela mérite à lui seul d'être célébré – publications, travaux de recherche, réunions de haut niveau pour s'attaquer aux questions de l'éducation à l'échelle du continent, Pôles de qualité inter-pays, et bien plus encore ! Outre le travail de l'ADEA, la Direction de l'organisation a connu une transition remarquable » (Alexandria « Sandy » Oleksy-Ojikutu, Conseillère principale en éducation, Bureau pour l'Afrique, USAID).



« À l'heure où l'Afrique réaffirme que l'éducation et la formation sous-tendent tout progrès social et économique et la réalisation de la citoyenneté participative, l'ADEA continue d'être un élément central pour promouvoir un dialogue cohérent et continental au sein des pays africains et entre eux. Elle facilite et encourage ce dialogue de manière experte par le biais de forums et d'ateliers bien planifiés et opportuns, ainsi que par des conseils politiques, des recherches et des publications. La pertinence et la nécessité de l'ADEA et de ses activités sont devenues plus affinées ces dernières années, ce qui est bien reflété dans son nouveau plan stratégique (2018-2022). La GESCI est fière d'être étroitement associée à une ADEA engagée et accorde du prix à sa collaboration à des activités et événements communs au cours des dernières années » (Jerome Morrissey, Directeur général, Initiative mondiale en faveur de l'informatique dans les écoles et dans les communautés, GESCI).



« Le travail d'analyse produit par l'ADEA, sa plateforme de dialogue politique efficace et convoitée, ainsi que ses réseaux d'experts ont contribué, entre autres, à : a) introduire l'apprentissage des langues nationales dans les systèmes éducatifs africains ; b) faire du plaidoyer pour que tous les enfants africains, garçons et filles, puissent avoir accès aux possibilités d'apprentissage, leur permettant de poursuivre leurs études ou d'intégrer le monde du travail ; c) fournir au continent un cadre conceptuel pour le développement de l'expertise professionnelle et technique. (Tarek Chehidi, Directeur de programme, Résultats pour le développement, R4D).



« L'avantage comparatif de l'ADEA tient à sa capacité à stimuler le dialogue politique entre les dirigeants des pays africains et à faciliter le renforcement des capacités ainsi que l'appui technique grâce à l'apprentissage entre pairs entre pays. Le travail de l'ADEA sur les systèmes d'information et de gestion de l'éducation (SIGE) et l'apprentissage entre pairs a été très fructueux » (Camilla Helgø Fossberg, Chef de la Section éducation, NORAD).

« L'ADEA continue de jouer un rôle indispensable dans la promotion du dialogue sur les politiques d'éducation entre les gouvernements africains, en facilitant la transformation de l'éducation et de la formation pour la mise en œuvre de l'agenda du développement socio-économique du continent. L'idée de l'ADEA de créer des Pôles de qualité inter-pays (PQIP), défendue par les représentants des ministères de l'éducation des pays membres afin de traiter les questions considérées comme priorités nationales dans les programmes en cours, est particulièrement révolutionnaire. Ces PQIP ont représenté des centres d'échange et de partage de connaissances et d'expériences sur les opportunités et les défis en matière d'éducation et de compétences entre les pays africains » (Hendrina Chalwe Doroba, Directrice,



Division de l'éducation, du capital humain et de l'emploi, Groupe de la Banque africaine de développement, BAD; ancienne Directrice exécutive, Forum des éducatrices africaines, FAWE).

« Le succès de l'ADEA s'explique en grande partie par sa capacité à évoluer au fil du temps pour faciliter efficacement le dialogue fondé sur des données probantes et l'échange de connaissances entre ses membres » (Birger Fredriksen, ancien Directeur du Développement humain pour l'Afrique à la Banque mondiale).



« Il n'existait aucun autre organisme pour défendre les questions liées à l'éducation en Afrique au niveau politique et avec une portée vers tous les pays africains, dirigé et détenu par les ministres de l'éducation en Afrique. La Conférence des ministres, les Biennales et les Triennales de l'ADEA constituaient un moyen très novateur de réunir des chercheurs, des décideurs, des praticiens et des éducateurs pour leur permettre d'interroger les questions et le statut de l'éducation en Afrique et de partager des pratiques innovantes en matière d'éducation » (Stephen M. Njoroge, Directeur et Secrétaire du conseil d'administration, Centre d'enseignement des mathématiques, des sciences et des technologies en Afrique, CEMASTE).



5.3. Avis des anciens Secrétaires exécutifs

« L'ADEA est le lieu par excellence pour l'édification du capital social impliquant les ministères de l'Éducation, les organismes de développement et les chercheurs. Ceci est le résultat de niveaux croissants de confiance et d'ouverture au sein de l'ADEA, favorisés par le caractère relativement informel des structures et des interactions de l'ADEA... « L'informalité structurée de l'ADEA qui : i) a facilité la conversation, le dialogue, les échanges francs et faciles entre l'ensemble de ses mandants (c.-à-d. ministres, organismes de financement, chercheurs) ; et ii) a permis à l'ADEA d'être plus efficacement motivée par la demande » (Richard Sack, ancien Secrétaire exécutif de l'ADEA, 1995-2001).



« Je pense que l'ADEA a contribué à une pratique plus authentique de « partenariat » entre ses mandants. La nature de la relation « donateur-pays » a beaucoup évolué au cours des 30 dernières années. En effet, le principal organisme de financement de l'éducation (le Partenariat mondial pour l'éducation – GPE) se définit désormais comme un « partenariat » avec un conseil d'administration composé de pays, d'organismes techniques et financiers bilatéraux et multilatéraux, d'organisations de la société civile et du secteur privé. L'accent mis par l'ADEA sur le sens et la pratique des partenariats (thème de la Biennale de Dakar en 1997) pose les jalons dans ce sens » (Richard Sack, ancien Secrétaire exécutif de l'ADEA, 1995-2001).



« La Triennale 2017 de l'ADEA a été une réussite. Les deux particularités principales de cette réunion concernaient le focus sur de majeurs cadres référentiels pour l'éducation et la formation en Afrique, à savoir l'Agenda 2030 et l'Agenda 2063 et le fait qu'on n'était plus au niveau de la formulation de politiques pour l'éducation mais au niveau de la mise en œuvre. Enfin, la participation des décideurs politiques mais également la participation de différentes parties prenantes de l'éducation tels que les parents d'élèves, les enseignants, la société civile, et la diversité même de la participation a été un facteur de succès » (Mamadou Ndoeye, ancien Secrétaire exécutif de l'ADEA, 2002-2007, et ancien Ministre de l'Éducation de base et des Langues nationales du Sénégal).



« Le renforcement du partenariat stratégique entre l'ADEA et l'Union africaine, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique (CESA 2016-2025), ainsi que des communautés économiques régionales (CER) représente un atout majeur pour le rayonnement futur de l'ADEA et sa valeur ajoutée en tant que forum de dialogue au service du développement et de la transformation de l'éducation et la formation en Afrique » (Ahlin Byll-Cataria, ancien Président du Comité exécutif et ancien Secrétaire exécutif de l'ADEA, 2008-2013).

« En tant que plateforme, l'ADEA rassemble des parties prenantes partageant les mêmes idées pour relever les défis auxquels le système éducatif africain est confronté. Il importe de relever que l'ADEA est la seule plateforme authentique qui joue le rôle qu'elle joue. En tant que réseau, elle fournit des services de conseil et d'appui sur les questions relatives à l'éducation en Afrique » (Oley Dibba-Wadda, Directrice du département du capital humain, de la jeunesse et du développement des compétences de la BAD, et ancienne Secrétaire exécutive de l'ADEA, 2014-2017).



5.4. Avis des Présidents des Comités exécutifs de l'ADEA



« La plus grande contribution de l'ADEA a sans doute été le succès obtenu en remettant l'agenda de l'éducation au centre du dialogue sur la transformation socioéconomique de l'Afrique, et cela, à tous les niveaux de l'éducation, y compris l'enseignement supérieur, la science et la technologie. Pour ceux d'entre nous qui ont passé des années à l'ADEA, c'est une plaisante réalisation ! » (Peter Materu, Chef de programmes, Fondation MasterCard, et Président du Comité exécutif de l'ADEA).



« Après 30 ans d'existence, l'ADEA est aujourd'hui une institution véritablement africaine, reconnue par l'UA comme la seule voix faisant autorité en matière d'éducation en Afrique. Cette transformation a vu l'ADEA passer d'un statut d'institution dirigée par les donateurs à celui d'une institution pilotée par les Africains couvrant maintenant l'ensemble de l'Afrique et gérée par des Africains » (Dzingai Mutumbuka, ancien ministre de l'Éducation du Zimbabwe et ancien Président du Comité exécutif de l'ADEA).

5.5. Avis des jeunes

« L'ADEA a contribué au renforcement des capacités des systèmes nationaux d'information en matière de gestion de l'éducation des gouvernements africains par le biais de séminaires, de l'apprentissage entre pairs et de l'assistance technique, ce qui signifie que certains ministères appliquent aujourd'hui le cadre de critères normatifs de ces systèmes d'information. En outre, l'un des facteurs les plus probants tient à l'institutionnalisation du partage des expériences et des leçons apprises entre les pays africains. Conformément aux principes de la seconde Décennie de l'éducation pour l'Afrique de l'Union africaine, l'ADEA a encouragé les ministères de l'Éducation et les experts africains à partager leurs expériences, à mutualiser leurs compétences et à s'entraider pour trouver des solutions aux problèmes éducatifs qui se posent sur le continent » (Cheick M. Diallo, Ambassadeur de l'ADEA pour la jeunesse, Initiative pour l'enseignement secondaire en Afrique, SEA).



« L'ADEA, avec ses idées, ses programmes et ses initiatives louables, est la base de la transformation pour les jeunes et le grand continent que nous visons à réaliser » (Pamela Ejiro Odibeli, Ambassadrice des jeunes, Initiative pour l'enseignement secondaire en Afrique, SEA).

5.6. Avis du secteur privé



« L'une des contributions majeures de l'ADEA a consisté à rassembler les pays africains pour partager des connaissances et des pratiques, apprendre les uns auprès des autres et travailler sur les solutions ayant trait aux thèmes communs... Je pense que c'est là le cœur de l'ADEA : une plateforme de facilitation qui permet des échanges fructueux qui finissent par donner vie à de nouvelles idées et solutions. Ces interactions ont également été l'étincelle à l'origine de la création de ma société, SkillSafari » (Satu Järvinen, Fondateur et PDG, SkillSafari).

« Le renforcement des capacités de l'ADEA au cours des 30 dernières années et la promotion des partenariats et du dialogue entre les différentes parties prenantes de l'éducation positionnent l'organisation comme une plateforme cruciale pour trouver des solutions concernant le financement et l'utilisation des nouvelles technologies dans l'éducation. Ce sont là deux grands piliers qui permettent de réaliser une éducation de qualité pour tous, facteur qui requiert l'implication d'un nombre important d'entités diverses pour relever les défis auxquels l'éducation est actuellement confrontée, particulièrement en Afrique » (Mario Franco, Fondateur et Président, Millennium@EDU Sustainable Education).



5.7. Avis des évaluateurs indépendants



« Au cours de l'évaluation, un large éventail de parties prenantes ont indiqué qu'elles considéraient l'ADEA comme une institution importante pour promouvoir les voix et les approches développées et adoptées par le continent ». « L'ADEA continue d'avoir une pertinence conceptuelle pour les hauts responsables africains en tant que cadre de débats de haut niveau sur les questions prioritaires en matière d'éducation en Afrique » (Universal Management Group : Rapport de l'évaluation externe indépendante de l'ADEA, 2016).



« L'ADEA est considérée comme le principal forum de dialogue politique novateur et de partage des connaissances de haut niveau sur le développement de l'éducation en Afrique. Elle est perçue comme ayant la capacité avérée de réunir des représentants de diverses parties prenantes (c.-à-d. ministères de l'Éducation, donateurs, experts techniques) pour discuter des problèmes, défis et opportunités émergents et partager les leçons apprises sur les questions qui ont une incidence sur le développement de l'éducation en Afrique ». « Une organisation qui s'engage passionnément à apporter des contributions significatives à l'éducation pour tous (fondées sur des besoins et des intérêts distincts), ainsi qu'à travailler en partenariat avec des organisations telles que l'UA et l'UNESCO ». (Universalial Management Group : Rapport de l'évaluation externe indépendante de l'ADEA, 2010).

6.0. Marche vers l'avenir

L'agenda de l'ADEA pour l'avenir est inscrit dans son Plan stratégique quinquennal actuel et dans un contexte largement marqué non seulement par les engagements, les orientations des Objectifs de développement durable à l'horizon 2030, de l'Agenda 2063 pour l'Afrique et de la Stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique 2016-2025, mais également par les résultats de la Triennale 2017. En vue de revitaliser et de diversifier l'éducation pour répondre convenablement aux besoins de chaque pays africain, l'ADEA projette :

- i. de créer de nouveaux PQIP et de renforcer les PQIP existants pour une plus grande efficacité ;
- ii. de créer un centre de connaissances institutionnalisé pour un meilleur apprentissage panafricain entre pairs et le partage des meilleures pratiques ;
- iii. de préserver son pouvoir de rassemblement de haut niveau en participant et en organisant des forums régionaux et continentaux pour rassembler les principales parties prenantes de l'éducation en Afrique ;
- iv. d'aider les pays à élaborer des données et des outils de diagnostic, et de créer une culture de gestion des données pour satisfaire les besoins nationaux ;
- v. de fournir un appui technique aux pays afin qu'ils puissent élaborer de nouvelles politiques ou renforcer les politiques existantes qui répondent aux besoins des pays ;
- vi. de fournir un appui technique pratique pour la mise en œuvre et l'exécution des politiques et des programmes ;
- vii. de promouvoir le renforcement institutionnel des organes décisionnels par la formation du personnel ministériel clé pour leur permettre de gérer et conduire efficacement des équipes ;
- viii. de renforcer les capacités pour développer des systèmes nationaux qui peuvent permettre de suivre et d'évaluer l'état d'avancement des réformes ;
- ix. de promouvoir la création d'un mécanisme continental de financement de l'éducation.

Les parties prenantes sont unies et parlent d'une même voix en ce qui concerne l'orientation stratégique de l'ADEA.

L'honorable ministre Mary Teuw Niane souligne la nécessité pour « *l'ADEA de se positionner dans le domaine de la promotion de la science et de la technologie, en assurant l'équité dans l'accès à l'éducation, l'enseignement supérieur et la formation professionnelle. L'ADEA devrait également jouer pleinement son rôle, conjointement avec l'Union africaine et toutes les organisations régionales, dans le développement d'un leadership transformationnel, orienté vers la paix sociale, la préservation des ressources naturelles, etc... au profit des femmes et des jeunes pour le plus grand prestige de notre continent* ».

Oley Dibba-Wadda déclare que « la prochaine décennie va être critique pour l'ADEA » et indique la nécessité « *d'un système éducatif pour l'Afrique, piloté par les Africains et qui épouse les idéologies africaines* ».

L'Union africaine confirme qu'il est essentiel que « *l'ADEA continue à jouer un rôle de premier plan dans la promotion d'une programmation de l'éducation fondée sur la vision et l'élaboration de politiques éclairées par les données probantes, tout en conservant la flexibilité due à sa structure ouverte et sans entraves. Nous considérons que le soutien à l'ADEA est un soutien aux efforts de l'Union africaine en faveur d'une Afrique intégrée, pacifique et prospère, amenée par ses propres citoyens compétents à être une force positive sur la scène mondiale* » (Son Excellence la Commissaire Sarah Anyang Agbor).

L'honorable ministre Kandia Camara estime que « *l'ADEA doit sensibiliser les décideurs africains à la nécessité de respecter leur engagement et de s'approprier le développement véritable des écoles* ».

L'ADEA reconnaît la nécessité d'un changement car « *le paysage de l'éducation a changé radicalement* » depuis 1988, année où l'Association a été créée. En conséquence, « *la nouvelle stratégie place les PQIP (plutôt que les GT) au centre des actions de l'ADEA. Elle s'articule autour de deux piliers – un pilier des services consultatifs et d'appui aux pays piloté principalement par les PQIP et un pilier continental de partage des connaissances qui sera en partie sous-tendu par les résultats des interventions des PQIP (dont les programmes sont intimement liés aux thèmes prioritaires des pays participants). C'est un pas fondamental dans la bonne direction. Mais pour y parvenir, les pays participants devront renforcer leur soutien aux PQIP. En outre, l'ADEA devra mettre en place une stratégie de dotation en ressources plus stable qui assure une couverture fiable des dépenses de base. J'espère que le Fonds africain pour l'éducation que nous avons lancé deviendra une réalité éclatante* » (Peter Materu).

En appui à ce qui précède, l'honorable ministre Kandia Camara adhère à « *l'initiative de créer le Fonds africain pour l'éducation* » parce que la dépendance vis-à-vis des financements extérieurs n'est pas viable et il est temps pour les gouvernements africains de donner aux partenaires extérieurs la preuve de leur « *maturité et leur désir d'émancipation* ».

Dans le même ordre d'idées, Dzingai Mutumbuka estime que pour que l'ADEA réussisse à mettre en œuvre son programme, « *les chefs d'État et les ministres africains de l'Éducation doivent prendre en charge l'ADEA dans tous les sens du mot, en commençant par fournir les fonds nécessaires pour tenir la promesse d'une éducation équitable de qualité pour chaque enfant africain, afin que celui-ci puisse mener une vie saine et productive* ».

NORAD, l'un des principaux partenaires de la coopération au développement de l'ADEA, exprime la même opinion : « *À l'avenir, il importera que nous ayons des engagements forts des dirigeants africains à développer les systèmes éducatifs dans les pays africains* » (Camilla Helgø Fossberg).

7.0. Hommage aux héros de l'ADEA

En 30 ans d'existence, l'ADEA a franchi trois des cinq étapes du cycle de vie d'une organisation, à savoir la naissance, la croissance et la maturité. À chacune de ces étapes, elle a été convenablement et passionnément nourrie, patiemment guidée, et professionnellement soutenue et appuyée par des partenaires au développement engagés. Sans l'étude de la Banque mondiale sur les politiques et le soutien initial, il n'y aurait probablement jamais eu d'organisation appelée ADEA. Au moment de la création de « *Bailleurs de fonds pour l'éducation en Afrique* », son secrétariat se trouvait à la Banque mondiale et tous ses coûts étaient pris en charge par cette institution. Sans l'IIPE-UNESCO, la croissance de l'Association serait restée freinée à l'âge de l'adolescence et si la Banque africaine de développement ne l'avait pas hébergée et l'Union africaine ne l'avait pas soutenue, l'ADEA ne serait probablement pas devenue une organisation panafricaine. Son évolution à travers les étapes de développement a été marquée par un soutien financier et technique impressionnant de la part de plusieurs partenaires de la coopération au développement, y compris ceux qui ont à l'origine conçu et facilité la naissance de l'Association. À l'instar d'un orchestre, sa performance et ses réalisations sont le produit de la confluence habile et synergique des contributions d'un ensemble diversifié, mais uni d'institutions multilatérales et bilatérales, de gouvernements, d'organisations philanthropiques et de particuliers. L'ADEA leur doit une immense gratitude pour leur engagement indéfectible en faveur de l'éducation, leur dévouement, leur coopération technique et leur généreux soutien financier qui ont favorisé le développement, les réalisations et la durabilité de l'ADEA.

Les pays non africains, les institutions de la coopération au développement, les partenaires et les organisations philanthropiques suivants, par ordre alphabétique, sont à des degrés divers à l'origine du succès de l'ADEA (certains continuent à ce jour à contribuer généreusement à la pérennité de l'Association) :

- Agence allemande de coopération internationale (GIZ) ;
- Agence canadienne de développement international (ACDI) ;
- Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) ;
- Agence japonaise de coopération internationale (JICA) ;
- Agence norvégienne de la coopération pour le développement (NORAD) ;
- Agence suisse pour le développement et la coopération (DDC) ;
- Commission européenne ;
- Département de la coopération au développement du ministère fédéral des Affaires étrangères de l'Autriche ;
- Fondation MasterCard ;
- Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ;

- Fundação Calouste Gulbenkian (Portugal) ;
- Formation Carnegie ;
- Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) ;
- Groupe de la Banque mondiale ;
- Irish Aid ;
- Ministère des Affaires étrangères de l'Irlande ;
- Ministère des Affaires étrangères de la Finlande ;
- Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas ;
- Ministère du Royaume-Uni pour le développement international (DFID) ;
- Département de la coopération internationale et du développement du ministère des Affaires étrangères de la France ;
- Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ;
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Nous reconnaissons et apprécions profondément le rôle qu'ils ont joué en donnant vie à l'ADEA, en l'entretenant et en la soutenant pour qu'elle atteigne les résultats impressionnants que nous célébrons tous aujourd'hui. Ils ont été le bastion financier et technique de l'ADEA.

L'ADEA a bénéficié d'un soutien politique, financier et en nature incroyable des gouvernements africains au niveau ministériel et au plus haut niveau politique. Grâce à leurs contributions actives et en termes d'idées, les Biennales de l'ADEA et, plus tard, les Triennales sont devenues un forum très apprécié pour le dialogue politique continental sur le développement et la transformation de l'éducation sur le continent africain. Ils ont donné à l'Association l'occasion unique d'être un leader d'opinion et une voix dans le domaine de l'éducation sur le continent africain. Il est important de noter que ce sont les pays africains qui ont exigé la transformation de Bailleurs de fonds pour l'éducation en Afrique (club de donateurs) en une association qui implique les gouvernements africains. L'Association doit aux gouvernements africains et à leurs ministres une gratitude incommensurable et profonde pour leur participation continue à ses événements continentaux et régionaux de haut niveau.

Le plus grand atout de l'ADEA a toujours été son personnel – une petite équipe composée de membres de personnel de direction, de personnel professionnel et personnel de soutien. À chaque étape de son évolution, l'Association a eu le don d'être dotée de grands dirigeants.

À cet égard, Fredriksen, co-auteur de l'étude de la Banque mondiale qui a conduit à la création de Bailleurs de fonds pour l'éducation en Afrique et ancien président du Comité directeur du COMED, relève que *« les trois anciens Secrétaires exécutifs... ont habilement géré les défis auxquels l'ADEA a fait face, chacun conduisant l'Association à une nouvelle phase »*.

L'Association est donc infiniment redevable à ses anciens Secrétaires exécutifs, à savoir Chris Shaw, Richard Sack, Mamadou Ndoye, Ahlin Byll-Cataria, Oley Dibba-Wadda et Shem Bodo (qui a assuré l'intérim à ce poste, 2017-2018), pour avoir dirigé avec diligence le navire dans la bonne direction contre vents et marées parfois violentes pendant son voyage. Albert Nsengiyumva, le nouveau Secrétaire exécutif, apporte à l'ADEA un solide ensemble d'aptitudes et de compétences et l'entier réseau de l'ADEA est prêt à travailler avec lui.

Oley Dibba-Wadda, ancienne Secrétaire exécutive de l'ADEA confirme que « *l'ADEA a parcouru un long chemin et a navigué à contre-courant – chaque fois en restant ferme contre la tempête* ».

Les Secrétaires exécutifs étaient différents dans leurs capacités, leurs atouts, leurs styles de direction, mais n'ont jamais manqué de vision, d'engagement, d'énergie, d'idéaux, d'idées et d'efforts visant à transformer l'éducation et à métamorphoser les pays africains en sociétés du savoir. Le succès de l'Association à ce jour aurait été impossible sans leur leadership et leur diligence.

Cet anniversaire est l'occasion la plus propice de rendre hommage également aux troupes dans les tranchées dirigées par les Secrétaires exécutifs. Il s'agit du personnel du Secrétariat, des Coordinateurs et de leurs équipes au sein des différents Groupes de travail, Task Forces et Pôles de qualité inter-pays à différents moments du parcours de l'Association. Avec les Secrétaires exécutifs, ils ont rêvé en équipe ; ils ont parlé en équipe ; ils ont réfléchi en équipe ; ils ont travaillé en équipe ; ils ont enduré la douleur des échecs et des déceptions en équipe ; et ils se sont réjouis de célébrer les succès et les réalisations également en équipe. Nous célébrons leur courage, leur travail acharné, leur motivation personnelle, leur sacrifice et leur *esprit de corps*.

L'ADEA se souvient avec gratitude et enthousiasme des très nombreux Présidents du Comité directeur, du Bureau des ministres, du Comité exécutif et du Groupe inter-agences. Leur leadership, leur sagacité et leur expérience impressionnante aux réunions ont produit une orientation stratégique, une synergie et des résultats incroyables. En cette occasion mémorable, l'ADEA leur exprime, à tous, sa reconnaissance sans limite et son infinie gratitude.

Vive l'ADEA !

Vive l'Afrique !



Ushirika wa Maendeleo ya Elimu Barani Afrika
الرابطة لأجل تطوير التربية في إفريقيا
Association for the Development of Education in Africa
Association pour le développement de l'éducation en Afrique
Associação para o Desenvolvimento da Educação em África

Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)
Groupe de la Banque africaine de développement (BAD)
Immeuble CCIA Plateau, Avenue Jean-Paul II
01 BP 1387, Abidjan 01, Côte d'Ivoire
Tél : +225 2026 5080 - Email : adea@afdb.org - Site web : www.adeanet.org



Opening ceremony of the ADEA 2003 Biennale (Dec. 2003 – Grand-Baie, Mauritius)
Cérémonie d'ouverture de la Biennale 2003 de l'ADEA (décembre 2003 – Grand Baie, Maurice)



Opening ceremony of the first ADEA Triennale (Feb. 2012 – Ouagadougou, Burkina Faso)
Cérémonie d'ouverture de la première Triennale de l'ADEA (février 2012 – Ouagadougou, Burkina Faso)



Group photo taken during the ADEA 2012 Triennale (Feb. 2012 – Ouagadougou, Burkina Faso)
Photo de groupe prise lors de la Triennale 2012 de l'ADEA (février 2012 – Ouagadougou, Burkina Faso)



African Ministerial Forum on ICT Integration in Education and Training (Dec. 2013 – Tunis, Tunisia)
Forum ministériel africain sur l'intégration des TIC dans l'éducation et la formation (décembre 2013 – Tunis, Tunisie)



ADEA 25th Anniversary celebrations (May 2014 – Tunis, Tunisia)
Célébrations du 25^{ème} anniversaire de l'ADEA (mai 2014 – Tunis, Tunisie)



First ADEA Steering Committee Meeting at AfDB HQs after relocating to Abidjan (Dec. 2015 – Abidjan, Côte d'Ivoire)
Première réunion du comité directeur de l'ADEA au siège de la BAD après son déménagement à Abidjan (déc. 2015 – Abidjan, Côte d'Ivoire)



2nd African Ministerial Forum on ICT Integration in Education and Training (June 2016 – Abidjan, Côte d'Ivoire)
Deuxième Forum ministériel africain sur l'intégration des TIC dans l'éducation et la formation (juin 2016 – Abidjan, Côte d'Ivoire)



Group photo taken during the ADEA 2017 Triennale (March 2017 – Diamniadio - Dakar, Senegal)
Photo de groupe prise lors de la Triennale 2017 de l'ADEA (mars 2017 – Diamniadio - Dakar, Sénégal)



African Forum on Youth Skills and Enterprises in the Digital Age (April 2018 – Tunis, Tunisia)
Forum africain sur les compétences des jeunes et les entreprises à l'ère numérique (avril 2018 – Tunis, Tunisie)



ADEA 30th Anniversary celebrations (Nov. 2018 – Abidjan, Côte d'Ivoire)
Célébrations du 30^{ème} anniversaire de l'ADEA (novembre 2018 – Abidjan, Côte d'Ivoire)